



LE GOUVERNEMENT A VOULU CHASSER LES RROMS DE LEUR MAISON, DE LA VILLE, DU DÉPARTEMENT, DU PAYS.

ILS RESTERONT À MONTREUIL.

Vendredi 30 juillet, le lendemain de la « déclaration de guerre » du président aux gens du voyage et aux Rroms, 50 montreuillois, hommes, femmes et enfants de tous âges, sont expulsés de la maison qu'ils occupaient depuis 6 mois au 83 avenue du président Wilson.

En décembre 2009, ils avaient déjà été expulsés du terrain vague qu'ils habitaient, en face du Palais des Congrès, pour faire place nette au prestigieux Salon du livre. Durant une semaine, police municipale et nationale les avaient chassés de toutes les places sur lesquelles ils s'installaient pour qu'ils quittent « leur territoire ». Des habitants les avaient cependant soutenus, et aidés à investir cette maison inhabitée depuis longtemps.

Le 30 juillet, alors qu'une pelleteuse s'attaque à leur ancienne maison, les familles expulsées s'installent place de la Croix de Chavaux, rejointes peu à peu par de nombreux soutiens, qui seront jusqu'à 150 personnes à se rassembler le soir. La première nuit, les Rroms dorment dans le terrain vague, à côté du Palais des Congrès, et se font chasser au matin.

Le 31 au soir, Rroms et soutiens se dirigent vers le haut Montreuil en quête d'un terrain pour la nuit. Des voisins, spontanément solidaires, ouvrent les vestiaires d'un stade municipal. Les Rroms s'installent sur la pelouse et dans les vestiaires. La mairie ne demande pas l'expulsion mais sa position n'est pas claire. Un élu municipal passe officieusement et soutient les familles mais un membre du service de la tranquillité publique vient avec la police pour menacer d'une expulsion imminente. Pendant ces 10 jours, une pression diffuse s'installe. Il faut continuer à faire peur. Les dissuader de chercher à s'installer, même pour un temps. Les pousser à quitter la ville, le département, le pays.

Les expulsions sont populaires. À Montreuil aussi se développe une hostilité « anti-Rroms » et certains se regroupent et n'hésitent pas à menacer, harceler ou expulser aussi brutalement qu'illégalement des camps de Rroms. Mais tous les habitants de France ne sont pas racistes et inhospitaliers, comme l'ont montré les voisins qui ont ouvert le stade ou qui passent quotidiennement exprimer leur solidarité ou apporter quelques poulets aux occupants. Chaque soir pendant l'occupation, *gadjé* et Rroms assemblés, on s'est ainsi réuni pour faire le point, se concerter, partager récits, musiques, photos qui racontent l'histoire des uns et des autres

Le gouvernement a annoncé 300 expulsions avant l'hiver. 40 ont été exécutées en deux semaines. Des centaines de personnes ont déjà été jetées à la rue. Chassées d'un endroit à un autre. Jusqu'à quoi ? jusqu'à quand ?

Nous voulons raconter cette histoire pour la rendre publique, qu'elle résonne avec les autres expulsions en Seine-St-Denis, à Saint Étienne, partout en France. Des solidarités peuvent se constituer et s'opposer à la chasse faite aux Rroms et autres indésirables. Plus nous serons nombreux, visibles et bavards, plus il sera difficile aux préfetures d'expulser, de repousser en permanence jusqu'à dissuader et faire partir.

Aujourd'hui, Rroms et soutiens, nous investissons une maison dans le haut Montreuil. Une maison que nous occupons depuis plus de deux jours et qui était inoccupée depuis trois ans, promise à la vente à des promoteurs immobiliers. Personne n'en a l'usage. Nous la réquisitionnons.

Maintenant cela ne concerne plus la préfeture, mais c'est affaire privée entre les nouveaux habitants et les propriétaires oublieux de leur bien. D'autres solutions seront à inventer si un procès vient prononcer l'expulsabilité ; en attendant ces familles auront un toit et un peu de tranquillité.



À la gestion policière, nous préférons l'hospitalité.

*Tout le monde vient d'ailleurs, ce qui n'empêche qu'il ne soit chez lui ici. Il n'y a pas d'étranger, et nous le sommes tous. Ici et partout, il n'y a que des Ici. "Vive donc, oui, l'invasion ! Vienne le temps des hôtes. Celui où il n'y aura plus de recevant ni de reçu ; celui où chacun pourra se dire l'hôte de l'hôte." René Schérer*

contact: n°d'urgence anti-expulsions 06 08 55 99 82